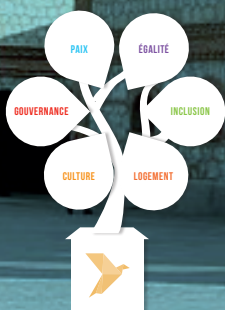


LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET RÉGIONALES, PILIERS DES SOCIÉTÉS DE PAIX

Conseil mondial de CGLU
II Forum mondial sur les violences
urbaines et l'éducation pour
la cohabitation et la paix



#UCLGmeets



*Faites un vœu!
Écrivez-le sur la colombe
et attachez-le à l'arbre à
vœux*



UCLGmeets

CONSEIL MONDIAL BUREAU EXÉCUTIF

5-8 novembre 2018



MADRID

PROGRAMME

DIMANCHE 4 NOVEMBRE

Lieu : Hotel Rafael Atocha

15:30-19:00 **Session de travail des Secrétariats de CGLU (*)**
Salle Cibeles

LUNDI 5 NOVEMBRE

Lieu : Matadero

09:00-10:30	Comité de gestion financière (*) Nave Terneras	Commission de développement social et économique local Auditorio, Casa del Lector
10:30-11:00	Pause-café - El Puente	
11:00-14:00	Commission des affaires statutaires (*) Nave Terneras	10:30-13:00 Communauté de pratiques sur les finances locales (*) Auditorio, Casa del Lector
14:00-15:00	Déjeuner - El Puente	
15:00-16:30	Réunion sur la stratégie de genre (*) Nave Terneras	Réunion de Metropolis Auditorio, Casa del Lector
16:30-18:30	Ouverture du II Forum mondial sur les violences urbaines et l'éducation pour la vie en société et la paix	

MARDI 6 NOVEMBRE

Lieu : Matadero

09:00-11:00	Bureau exécutif de CGLU : session statutaire Nave 16	
11:00-11:30	Pause-café - El Puente	
11:30-13:30	Débat politique du Conseil mondial de CGLU Nécessités et compétences locales : Le défi des gouvernements locaux face aux demandes de leurs communautés Débat sur l'état de la décentralisation et de la démocratie locale dans le monde, dont l'objectif est de développer les priorités de l'Organisation mondiale en vue du Congrès mondial de 2019 Nave 16	
13:30-15:00	Déjeuner - El Puente	
15:00-19:00	Conseil mondial de CGLU : session statutaire Nave 16	

(*) sur invitation uniquement

MERCREDI 7 NOVEMBRE

Lieu : Matadero

09:00-11:00	Les gouvernements locaux, fers de lance de la transition écologique Débat organisé par le Conseil politique « Des villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises » <i>Nave Terneras</i>
10:00-14:00	XI Ibéro-américaine Forum des gouvernements locaux Organisé par : SEGIB - FEMP - UCCI - CASA DEL LECTOR - Auditorio
11:00-11:15	Pause-café - <i>El Puente</i>
11:15-13:15	La diplomatie des villes pour la paix : vers un manifeste de CGLU pour la promotion de la paix à l'échelle locale Débat organisé par le Conseil politique « Opportunités pour tou·te·s, culture et diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix » <i>Nave Terneras</i>
12:00-13:00	Communauté de pratiques sur le logement <i>Aula 10, Casa del Lector</i>
13:15-14:30	Déjeuner - <i>El Puente</i>
14:30-16:30	Le droit à la ville pour tou·te·s : défi et opportunités liés aux migrations Débat organisé par le Conseil politique « Droit à la ville et territoires inclusifs » <i>Nave Terneras</i>
16:30-16:45	Pause
16:45-18:45	La dimension territoriale de la localisation des ODD Débat organisé par le Conseil politique « Gouvernance territoriale multiniveaux et financement durable » <i>Nave Terneras</i>

JEUDI 8 NOVEMBRE

Lieu : Matadero

12:00 - 14:00	Clôture du II Forum mondial sur les violences urbaines et l'éducation pour la vie en société et la paix <i>Nave 16</i>
---------------	--



Le programme complet du Forum peut être consulté sur le site web suivant:

ciudadesdedepaz.com



PRIX POUR LA PAIX DE CGLU

**Promouvoir les efforts
locaux de prévention
des conflits, de
consolidation de la paix
et de reconstruction
post-conflit.**

*Le processus de candidature pour
l'édition 2019 du Prix de la Paix
de CGLU est ouvert !*

peaceprize.uclg.org

AUTRES PRIX DE CGLU



guangzhouaward.org



3ème édition
PRIX INTERNATIONAL
CGLU - VILLE DE MEXICO - CULTURE 21

agenda21culture.net/award

DÉBAT POLITIQUE DU CONSEIL MONDIAL DE CGLU

NÉCESSITÉS ET COMPÉTENCES LOCALES : LE DÉFI DES GOUVERNEMENTS LOCAUX FACE AUX DEMANDES DE LEURS COMMUNAUTÉS

11:30 – 13:30 · 6 Novembre 2018 · Matadero, Nave 16

La démocratie locale est au cœur de notre organisation : nos Statuts reconnaît qu'il s'agit d'un processus permanent et nous engage à œuvrer en faveur d'une décentralisation fondée sur des principes démocratiques. L'Organisation mondiale et ses membres s'emploient déjà à renforcer la démocratie locale selon des axes thématiques et des axes de travail en appuyant, entre autres, le respect des droits humains, la participation des citoyen·ne·s, l'égalité des sexes ou la décentralisation.

Cependant, au cours des dernières années et après la vague de décentralisation des années 90, nous assistons à de plus en plus de difficultés dans la mise en œuvre des services publics, et en particulier en ce qui concerne les compétences dont disposent les gouvernements locaux. Cela s'inscrit souvent dans une tendance à re-centraliser. Dans le même temps, les gouvernements locaux sont souvent contraints d'assumer de plus grandes responsabilités sans disposer des compétences ou des ressources nécessaires pour faire face à de tels problèmes, lutter contre l'exclusion sociale, renforcer la prévention des risques de catastrophe et la résilience, ou défendre la paix et la coexistence. Considérant l'érosion de la perception de nos institutions par les citoyen·ne·s, les gouvernements locaux s'organisent pour lutter contre ce

« désenchantement » de la société et préserver le bien public. Les défis auxquels sont confrontées les démocraties locales sont colossaux et, pour les relever, nos communautés doivent être placées au cœur de l'action politique et institutionnelle. Pour ce faire, nous devons rouvrir le débat sur la manière de doter les gouvernements locaux des outils et des ressources nécessaires, à la fois humaines et financières, pour garantir des solutions aux problèmes les plus pressants, tels que : l'accès au logement, l'accès aux services de base, et l'accès aux droits fondamentaux qui garantissent la coexistence et le respect des conditions de vie de tou·te·s les citoyen·ne·s.

Les relations entre les citoyen·ne·s et les gouvernements locaux nécessitent-elles une profonde réforme pour renforcer la démocratie locale ? Comment transformer à la fois la démocratie locale et la relation entre les différentes sphères de gouvernement afin de générer de nouveaux modèles de gouvernance nous permettant de conduire à un développement plus durable et plus équitable des territoires ? Comment les gouvernements locaux et régionaux, rassemblés dans le mouvement international représenté par CGLU, favorisent-ils cette transformation afin de renforcer la démocratie et de reformuler le contrat social ?

La session sera présentée par :

Clare Short

présidente du conseil d'administration
de Cities Alliance

PANEL DE MAIRESSES

Tri Rishmani, maire de Surabaya

Sibel Uyar, maire de Urla

Mónica Fein, maire de Rosario

Ada Colau, maire de Barcelona

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX, FERS DE LANCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Débat organisé par le Conseil politique

Des villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises

09:00 – 11:00 · 7 Novembre 2018 · Matadero, Nave Terreras

Le Conseil politique « Des villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises » se réunira dans le cadre du Conseil mondial de CGLU à Madrid le 7 novembre 2018. Jusqu'à présent, le Conseil politique de CGLU « Villes plus sûres, résilientes, durables et capables de faire face aux crises » a été l'espace où les membres ont pu partager leurs initiatives et tenir des discussions approfondies sur les politiques et leurs conséquences au niveau local et mondial en termes de résilience.

Pendant notre Congrès mondial de 2016 à Bogota, CGLU s'est engagé à « mener la transition vers des villes et régions résilientes, à faibles émissions de carbone » et à participer activement aux activités de l'Alliance mondiale pour les crises urbaines. Confrontées à la tâche urgente de garantir la restauration écologique des systèmes planétaires, les villes et les régions du monde montrent l'exemple en tentant de réduire leur empreinte écologique, en s'appuyant sur la résilience et en innovant.


L'année 2018 a démontré une accentuation sans précédent des crises climatiques simultanément dans toutes les régions du monde. Elle a aussi démontré la pertinence et l'efficacité de l'action au niveau local et des réseaux internationaux des villes (IPCC en mars 2018, Global Climate Action Summit en septembre 2018). La publication récente du rapport du GIEC en octobre 2018 indique les scénarii dramatiques pour les territoires si nous ne limitons pas la hausse des températures comme l'impose l'Accord de Paris. Il est désormais évident que les gouvernements locaux apparaissent comme les fers de lance de la

transition écologique, porteurs de solutions qui peuvent permettre au monde de basculer vers un modèle plus soutenable.

Le tsunami qui a frappé l'Indonésie en septembre dernier et fait beaucoup de dégâts, notamment en terme de vies humaines, nous rappelle la tâche immense et les objectifs à atteindre pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Le Cadre de Sendai recommande l'augmentation du nombre de stratégies locales avant 2020. Même s'il est difficile d'éviter les catastrophes naturelles, les stratégies en réduiront au moins l'impact sur les personnes, les biens et les infrastructures.

Le concept de transition écologique est en grande partie lié aux politiques de résilience. Il regroupe un ensemble de principes et de pratiques formées au niveau local sur les problématiques de résilience locale, d'économie circulaire et de réduction des émissions de CO₂.

La séance du conseil politique portera sur les moyens de renforcer la transition écologique dans les territoires, d'investir dans la résilience et d'améliorer la préparation aux catastrophes. Elle se concentrera sur les opportunités et les réponses aux crises émergentes dans les zones urbaines pour des territoires inclusifs, sûrs, résilients et durables, et pour que les communautés urbaines aient la capacité de faire face aux risques et d'atténuer les impacts des crises, qu'elles soient d'origine humaine ou naturelle. Le dialogue abordera également les politiques environnementales afin d'améliorer la durabilité et la résilience des infrastructures



Des villes plus
sûres, résilientes,
durables et
capables de
répondre aux crises

urbaines (pollution, déchets, énergie), ainsi que la consommation et la production responsables (économie circulaire, recyclage, etc.).

QUESTIONS

- Comment appliquez-vous et comment se décline le concept de transition écologique dans vos territoires et communautés ?
- Quelles sont les interconnexions entre transition écologique et résilience ?
- Quels secteurs ou politiques méritent une attention particulière pour renforcer la transition vers un autre modèle ? Quelles innovations sont en place dans votre municipalité ?
- Quelle importance accordez-vous aux liens entre zones urbaines et rurales, afin de soutenir le développement local face aux menaces climatiques qui pèsent sur les territoires ?
- Avez-vous mis en place une stratégie locale de réduction des risques ? Sinon, pensez-vous en élaborer une avant 2020, comme le recommande le cadre de Sendai ?

COPRESIDENT·E·S

Fatimetou Mint Abdel Malick
Présidente du Conseil régional de Nouakchott

Roland Ries
Maire de Strasbourg, Président de Cités Unies France, Coprésident de CGLU, Coprésident de la communauté de pratiques de CGLU sur la mobilité

INTERVENANT·E·S

Ronan Dantec
Sénateur, Président de Climate Chance

Mauricio Rodas
Maire de Quito, Coprésident de CGLU

Francisco Toajas
Maire de Las Cabezas de San Juan, Secrétaire pour le développement local de FAMSI, Coprésident de la Commission de CGLU sur le développement économique et social local

Sami Kanaan
Maire de Genève

Corinne Lepage
ancienne Ministre de l'Environnement, Présidente de l'association des amis des droits et devoirs de l'humanité (DDHu)

Joonha Yu
Viadjoint au maire de Daegu

LA DIPLOMATIE DES VILLES POUR LA PAIX : VERS UN MANIFESTE DE CGLU POUR LA PROMOTION DE LA PAIX À L'ÉCHELLE LOCALE

Débat organisé par le Conseil politique

Opportunités pour tou-te-s, culture et diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix

11:15 – 13:15 · 7 Novembre 2018 · Matadero, Nave Terreras

Lors du Congrès mondial de 2016 à Bogota, CGLU s'est engagé à encourager la diversité, la compréhension et la paix. Le Conseil politique de CGLU « Opportunités pour tou-te-s, culture et diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix », est l'espace où partager les initiatives dans ces domaines et où discuter en profondeur des politiques connexes et de leur impact au niveau local et mondial. Jusqu'à présent, son travail s'est centré sur la culture et les façons de protéger les valeurs fondamentales de la culture et de la participation citoyenne, comme bases du développement durable.

La diplomatie des villes n'est pas récente. Nos statuts affirment d'ailleurs que la coopération municipale internationale, ainsi que la coopération décentralisée, les partenariats, le jumelage, la diplomatie internationale des gouvernements locaux, les liens entre villes sœurs, et l'assistance mutuelle par le biais de programmes de renforcement des capacités et d'initiatives de solidarité municipale internationale, sont autant de contributions essentielles à la construction d'un monde où règnent la paix et le développement durable.


Toutefois, le rôle des gouvernements locaux dans la prévention et la résolution des conflits dans le monde reçoit peu d'attention, et est souvent sous-estimé, voire méconnu. Si la communauté internationale porte d'avantage d'attention aux situations de conflits, l'attention donnée aux contextes locaux de ces conflits reste, quant à elle, très restreinte, alors même que les gouvernements locaux se trouvent au cœur des conflits et en gèrent les conséquences directes au quotidien. Dans

certains cas, les gouvernements locaux sont même la seule sphère visible de gouvernement, et le seul niveau de gouvernement qui assure la prestation des services publics.

La Déclaration issue de la première édition du Forum mondial sur les violences urbaines, organisée en avril 2017 à Madrid, précisait que « la paix n'est pas uniquement l'absence de guerre et de différents types de violence. La paix est une culture qui prône les capacités des êtres humains à transformer les conflits via des moyens pacifiques et non-violents. » Or, les gouvernements locaux ont les capacités d'agir comme catalyseurs du dialogue. Des instruments de médiations et d'éducation doivent être établis, afin de générer les compétences nécessaires à la résolution des conflits de façon non-violente et avec la participation de tous les acteurs impliqués. Les gouvernements locaux jouent souvent un rôle important pour stabiliser les situations et prévenir une escalade dans un conflit.

Le Prix de CGLU pour la paix a été officiellement lancé en 2016, et la première édition a été organisée en s'appuyant sur le travail de longue date mené par CGLU et ses organisations fondatrices autour du concept de diplomatie des villes.

Afin d'institutionnaliser et d'enraciner le Prix de CGLU pour la paix au sein de l'Organisation, un **Manifeste sur les gouvernements locaux et la consolidation de la paix** est actuellement en cours de consultation. Les principaux objectifs de ce manifeste sont de définir la vision de CGLU sur le rôle des gouvernements locaux dans la consolidation de la paix, et de sensibiliser



**Opportunités pour
tou-te-s, culture
et diplomatie des
villes : les clés du
développement
durable et de la paix**

au soutien dont ont besoin les actions menées par les gouvernements locaux se trouvant dans des situations de vulnérabilité ou dans des zones de conflit.

Il est proposé que ce manifeste apporte une analyse de l'impact des conflits sur les gouvernements locaux et sur le développement de leur rôle au cours des trente dernières années. Le manifeste aiderait ainsi à formuler une série de recommandations auprès de la communauté internationale et des gouvernements locaux, et encouragerait le soutien aux gouvernements locaux se trouvant des situations fragiles ou de conflit.

Cette session du conseil politique offrira l'opportunité aux membres de partager leurs contributions sur le développement initial du manifeste, à partir des défis et des priorités qu'ils identifieront sur la consolidation et la promotion de la paix.

QUESTIONS

- Quel est le rôle des gouvernements locaux dans la consolidation de la paix et la gestion des conflits dans les villes ?
- Quels genres de politiques peut développer un gouvernement local afin de contribuer à la paix ?
- Quel serait le rôle d'un Manifeste pour la paix ?
- Comment le Prix pour la paix peut-il contribuer à l'agenda politique de l'Organisation mondiale ?

COPRESIDENTS

Jan van Zanen

Maire d'Utrecht, Président de l'association des municipalités néerlandaises (VNG)

Juan Mari Aburto

Maire de Bilbao

INTERVENANT·E·S

Uğur İbrahim Altay

Maire de Konya

Célestine Ketcha Courtès, Maire de Bangangté, Présidente du REFELA, Vice-présidente de la Commission permanente de CGLU sur l'égalité des genres

Manuela Carmena

Maire de Madrid

Carlos Martínez Mínguez

Maire de Soria, Vice-président de CGLU pour l'Europe

LE DROIT À LA VILLE POUR TOU-TE-S : DÉFI ET OPPORTUNITÉS LIÉS AUX MIGRATIONS

Débat organisé par le Conseil politique
Droit à la ville et territoires inclusifs

14:30 – 16:30 · 7 Novembre 2018 · Matadero, Nave Terreras

Lors du Congrès mondial de 2016 à Bogota, CGLU s'est engagé à placer le droit à la ville au cœur de la gouvernance territoriale urbaine. Le Conseil politique de CGLU « Droit à la ville et territoires inclusifs » est l'espace où les membres de CGLU sont invités à partager leurs points de vue, leurs politiques sur le droit à la ville et leur mise en œuvre concrète. Durant les précédentes sessions à Hangzhou et Strasbourg, le Conseil politique de CGLU sur le droit à la ville et les territoires inclusifs s'est principalement centré sur le droit au logement comme partie intégrante du droit à la ville.

Après le succès de la mobilisation des pouvoirs locaux sur la question du droit au logement convenable à l'issue du dernier Conseil politique, la session se focalisera cette fois sur **l'enjeu lié aux migrations et le rôle des gouvernements locaux pour garantir l'inclusion sociale de tou-te-s, le respect des droits humains et la réalisation du droit à la ville**. La session contribuera à générer un débat entre les membres de CGLU, en visant à définir une vision et une stratégie d'action de l'Organisation mondiale pour la période à venir, alors que la vague d'action sur les migrations touche à sa fin et que le Pacte mondial sur les migrations (GCM) entre dans une phase d'adoption.

Il est nécessaire de construire une initiative renouvelée du monde municipal face à la gouvernance de la migration. Plus spécifiquement, la solidarité entre villes peut contribuer à atteindre un changement dans la narration de la migration dans ses dimensions diverses, tout en faisant reconnaître leurs engagements et leurs besoins.

Ce nouveau paradigme doit se concrétiser dans le discours mais également dans la pratique,

construisant plus d'alliances entre les différentes parties impliquées afin d'articuler les agendas locaux et mondiaux. Étant donné leur proximité avec les besoins quotidiens de leur population et leur capacité à s'engager dans des mécanismes alternatifs de solidarité et coopération entre les peuples, les villes sont ainsi appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans ce débat. Elles peuvent renforcer la rencontre des cultures tout en respectant les principes de l'égalité et de la dignité, partager et diffuser le savoir et le renouveau du co-développement entre les différentes régions du monde impliquant migrants et membres de la diaspora.

Face à la demande des premiers services aux citoyens, les villes tentent de répondre avec les moyens dont elles disposent afin de faciliter l'intégration des nouveaux arrivants. Il s'agit pour elles de mener des politiques en matière d'inclusion sociale des migrants pour garantir leur participation, pour favoriser l'accès au logement ou pour réaliser l'universalité de leurs droits.

« Nous, maires et dirigeants des gouvernements locaux et régionaux, attirons l'attention sur le fait que, même si les mouvements de population vers les villes posent de nombreux défis, ils peuvent également apporter une contribution sociale, économique et culturelle significative au développement urbain »

Déclaration de Malines sur les villes et les migrations (2017)

QUESTIONS

- Alors que CGLU envisage de lancer trois nouvelles vagues d'action sur le développement économique local, la démocratie locale et l'égalité, quels devraient être, selon vous, les principaux messages et les principales priorités de l'agenda de la migration et, plus amplement, des droits humains et du droit à la ville dans ce processus ?
- A l'issue du Pacte mondial sur les migrations, il est nécessaire de poursuivre le dialogue avec les Etats et la mise en réseau entre les villes. Comment globaliser les engagements pris par les gouvernements locaux à l'occasion du 5e forum des Maires ?
- Intervenir auprès des groupes de migrants vulnérables reste un véritable défi en raison des obstacles administratifs, techniques et économiques : quels mécanismes sont nécessaires pour surmonter ces obstacles ? Quel cadre institutionnel et quelle coopération pourraient améliorer l'accès des migrants aux services de base ?
- Les migrants sont potentiellement une source de développement social, économique et culturel. Quelles stratégies et expériences locales favorisent et renforcent la cohésion sociale entre locaux et étrangers ? Comment lutter contre les discriminations et assurer la participation sociale, économique, culturelle et politique des migrants ?
- L'attention portée aux migrants peut également commencer avant le départ. La création d'un environnement favorable au développement économique, social et culturel dans les villes permet d'offrir aux candidats à l'immigration une alternative à l'exil : quels dialogues mettre en place avec la société civile ? Comment les plateformes, mécanismes locaux de coordination et réseaux de solidarité peuvent-ils aider à lutter contre les causes profondes de la migration et offrir une alternative au développement local ou à la migration légale ? Quel type de soutien concret est attendu et peut apporter une coopération décentralisée à cet objectif ?

COPRESIDENT-E-S

Carola Gunnarsson
Maire de Sala

Patrick Braouezec
Président de Plaine Commune,
Vice-président du Conseil Politique
« Droit à la ville »

INTERVENANT-E-S

Funzela Ngobeni
Conseiller de la ville de
Johannesburg

Ilsur Metshin
Maire de Kazan, Président de
CGLU-Eurasie

Nasry Juan Asfura Zablah
Maire de Tegucigalpa

Nihat Çiftçi
Maire de Sanliurfa

Omar Hejira
Maire d'Oujda

Jill Helke
Directrice de la coopération
internationale et des
partenariats, Organisation
internationale pour les migrations
(OIM)

LA DIMENSION TERRITORIALE DE LA LOCALISATION DES ODD

Débat organisé par le Conseil politique

Gouvernance territoriale multiniveaux et financement durable

16:45 – 18:45 · 7 Novembre 2018 · Matadero, Nave Terreras

Au sein de CGLU, le Conseil politique « Gouvernance territoriale multi-niveaux et financement durable » a assumé, lors de ses deux premières sessions, la tâche de fournir un cadre de discussion sur la manière d'adapter les modèles de gouvernance, la mobilisation et l'allocation des ressources, ainsi que la distribution des pouvoirs et des compétences pour permettre la mise en œuvre d'une dimension véritablement territoriale de la localisation.

Cette session du Conseil politique sera l'opportunité pour CGLU, ses membres, sections, commissions et partenaires, de discuter des questions centrales à la mise en place d'un processus de localisation efficace à travers ses dimensions territoriales.

UNE VUE D'ENSEMBLE NÉCESSAIRE. Ces dernières années, CGLU et ses membres ont été proactifs en portant un message clair en vue de **renforcer et améliorer la localisation des agendas mondiaux du développement**. La mise en œuvre de ces objectifs au niveau local ne doit pas se limiter à la simple traduction de ces engagements mondiaux en des interventions locales. En effet, la localisation sous-entend des efforts accrus pour l'adoption d'une approche territoriale du développement, encourageant les initiatives locales (développement endogène) et promouvant des politiques publiques plus intégrées et plus cohérentes (articulation dynamique des politiques nationales et des initiatives locales).

Elle exige des **efforts de sensibilisation plus efficaces et plus systématiques** pour que le lien entre les agendas mondiaux et l'action quotidienne des collectivités territoriales soit plus clairement ancré au cœur des priorités locales et nationales. De même, **il faut innover pour construire des arrangements institutionnels de gouvernance plus inclusifs** et pour s'assurer que les collectivités territoriales, qui souhaitent coopérer, aient les ressources humaines et financières suffisantes pour que leurs engagements se concrétisent auprès des communautés et des territoires.

UN CHANGEMENT DE PARADIGME. Si les agendas mondiaux tels que l'Agenda 2030 et le Nouvel Agenda

urbain sont le fruit de négociations intergouvernementales, il y a également consensus sur le fait que leur mise en œuvre dépend de l'engagement et de la participation à part entière des collectivités territoriales, et ce à tous les niveaux. Cela a entraîné un changement de paradigme dans la conception des politiques publiques pour la mise en œuvre des agendas.

Les stratégies de localisation devraient permettre aux **priorités locales de se voir refléter dans les discussions politiques mondiales**, d'attirer **leur participation** à travers différentes régions du monde et d'améliorer la capacité des collectivités territoriales à **influencer les stratégies nationales de développement**. Cette idée repose également sur une approche territoriale telle que promue par l'Union européenne, et sur le soutien d'un mouvement mondial en pleine expansion, dont CGLU a été le fer de lance en juillet 2018 lors du premier Forum des gouvernements locaux et régionaux dans le cadre du FPHN 2018. Un véritable « environnement propice » à la localisation exige une co-appropriation des engagements à tous les niveaux de gouvernance, et que les territoires comme les communautés se sentent acteurs, à tous les niveaux, des bienfaits des agendas mondiaux.

Pour une meilleure appropriation, il faudra un plus grand engagement des collectivités territoriales en faveur d'un alignement de leurs stratégies locales et territoriales sur les objectifs mondiaux ; la mobilisation des **connaissances et de l'expertise** pour produire des réponses politiques adéquates ; l'échange d'informations et **l'adaptation des indicateurs et des données aux réalités des territoires**. Ces deux dernières années, CGLU et la Global Taskforce ont présenté un rapport au FPHN pour montrer les progrès réalisés en matière d'implication des collectivités territoriales dans le processus de localisation, en particulier dans les sphères de prise de décisions et dans l'amélioration de la qualité du dialogue avec le niveau national. **Presque toutes les régions du monde sont en progression, la prise de conscience s'accroît et plusieurs collectivités territoriales donnent l'exemple mais il y a encore du travail à**



Gouvernance territoriale multinationale et financement durable

PRESIDENTE

Mónica Fein

Maire de Rosario, Vice-présidente de CGLU pour l'Amérique Latine

INTERVENANTS

Gustavo Baroja

Président de l'Association des gouvernements des provinces autonomes de l'Équateur (CONGOPE)

Patrick Jarry

Maire de Nanterre, Président du Forum de CGLU des villes périphériques

Mohamed Sefiani

Maire de Chefchaouen, Président du Forum de CGLU des villes intermédiaires

Ahmad Kamareddine

Maire de Tripoli, Vice-Président du Comité des maires libanais

Emil Elestianto Dardak

Maire de Trenggalek

faire : CGLU s'est engagé pour que ces changements aient lieu, et cette session sera l'occasion de faire un point d'étape sur les progrès, les réussites et les prochains objectifs dans la consolidation d'une approche véritablement territoriale de la mise en œuvre des agendas mondiaux dans chacun des territoires et pour chaque communautés.

QUESTIONS

- De quel soutien les autorités locales et territoriales ont-elles besoin pour **améliorer la sensibilisation**, la diffusion et la **création de connaissances et de savoir** ? Quels outils, environnements institutionnels ou compétences sont nécessaires pour promouvoir l'échange horizontal et vertical de connaissances entre les différents niveaux de gouvernance ?
- La territorialisation sous-entend la **collaboration**, **l'appropriation commune et la responsabilisation** de toutes les unités d'un système territorial fonctionnel : comment les régions, les métropoles, les villes intermédiaires peuvent-elles mieux se coordonner et coopérer, pour produire une **stratégie territoriale cohérente** dans le but d'atteindre les objectifs mondiaux ?
- Quel rôle CGLU devrait-elle jouer en tant que facilitateur de ce **dialogue, de formations, d'apprentissage entre pairs** et de suivi des progrès réalisés ? Quel appui pourrait-on espérer de partenariats stratégiques tels que le Local Hub2030 et d'acteurs internationaux tels que les Nations Unies, l'Union européenne, la Banque mondiale et d'autres institutions financières régionales multilatérales ?
- Quelle **stratégie de plaidoyer** doit-on penser à l'avenir ? Comment capitaliser sur les résultats du Forum des gouvernements locaux et régionaux et la présence accrue de notre collectif aux événements de l'ONU pour **devenir un moteur d'innovation** et de changement dans la localisation des agendas et une territorialisation du développement ? Quel rôle devraient jouer les leaders et « champions régionaux » dans cette mobilisation ?
- Comment peut-on améliorer la mobilisation des ressources disponibles ? Quel **mécanisme institutionnel ou modèle de gouvernance** peut garantir une meilleure efficacité, efficacité et relation de dialogue ? Quels nouveaux moyens financiers les territoires peuvent-ils explorer pour améliorer leur potentiel et occuper une place plus centrale dans le débat mondial sur le développement ?

18-22
NOV
2019

#UCLGCONGRESS

RENDEZ-VOUS
À DURBAN!



*En route vers
le Congrès 2019 de CGLU à
Durban- eThekweni*

Organisé par :



En collaboration avec :

Avec le support de :

